Stephan Homburg : l’Allemagne devrait quitter l’UE, pas de résolution des problèmes sans quitter l’UE

écrit par Sylvia Bourdon | 12 février 2025

L’ALLEMAGNE DEVRAIT QUITTER L’UE

Chronique de **Stephan Homburg** publiée dans le magazine allemand **CATO** qui signifie en allemand **CATON.**

Stefan Homburg, *né en 1961, est professeur d’université retraité pour les finances publiques à l’Université Leibniz et de Hanovre. Il a été membre de la Commission du Fédéralisme et du comité consultatif du BMF, et sur la plateforme X, il a 185 000 abonnés, et dirige sur YouTube un site d’informations*

Note de Christine Tasin : *Caton comme l’homme politique romain qui fut successivent élu à toutes les magistratures de la République : questeur, édile, préteur, consul et censeur, C’st lui qui venait quotidiennement au Sénat et sortait de ses poches des figues fraîches cueillies à Carthage, montrant ainsi la proximité de l’ennemi.. qu’il fallait donc abattre.*

Traduction Sylvia Bourdon avec l’autorisation du Directeur de la rédaction de CATO, Ingo Langner.

L’ALLEMAGNE DEVRAIT QUITTER L’UE

L’Allemagne ne peut résoudre aucun de ses problèmes au sein de l’Union Européenne. Les politiciens qui le promettent promeuvent un programme malhonnête et irréalisable.

Quelle devrait être la taille d’une zone de domination ? Les opinions sur le sujet ont changé au cours de l’histoire.

Dans la cité grecque, les citoyens se connaissaient et pouvaient suivre l’appel du crieur aux réunions. Ils étaient bien informés de l’instant où ils devaient aller voter. **Au 19ème siècle, l’historien bâlois, Jacob Burckhardt, a favorisé des zones de domination gérables** en écrivant : « *Le petit Etat est là, pour qu’il y ait un endroit dans le monde, où la plus grande proportion possible de citoyens soit des citoyens à part entière et puissent effectivement participer aux décisions.*

C’en est terminé de telles conceptions romantiques. Les cités-états ont été suivies de principautés et ensuite de grands états nations, comme la République Fédérale d’Allemagne avec ses 84 millions d’habitants. Cependant, l’évolution n’en est pas terminée pour autant: le conflit politique le plus important de nos jours, ne se situe pas entre « droite » et « gauche » qui se disputent sur les questions économiques, mais entre patriotes et/ou nationalistes d’un côté et mondialistes de l’autre.

Les mondialistes forment progressivement un gouvernement mondial à partir des États-nations, les traités internationaux étant leur instrument le plus important.

Du point de vue de la mondialisation, l'Union européenne est un intermédiaire pour le gouvernement mondial, tout comme les Nations unies ou des organisations spécialisées telles que l'OCDE, l'OMS ou l'OTAN.

Le passage de la cité-Etat au gouvernement mondial n'est ni linéaire, ni inévitable. Il existe plutôt de nombreux exemples de la réduction ou de l'éclatement d'empires, depuis l'empire d'Alexandre le Grand jusqu'à la Russie, en passant par la Perse et l'Empire romain, l'URSS, la Yougoslavie ou la Tchécoslovaquie.

D'autres régions aspirent à l'indépendance, mais n'ont pas encore réussi à la faire respecter, comme la Catalogne, le Kurdistan, le Tyrol du Sud, les Flandres, le Pays basque ou la Corse. Les forces centrifuges se renforcent également dans l'UE. **Des abréviations comme Brexit, Dexit, Frexit ou Nexit, le documentent et conduisent directement à la question de savoir si un Dexit serait recommandé pour l'Allemagne.**

Cette question est complexe. Je me souviens encore des conversations avec un ami plus âgé, décédé depuis longtemps, qui était un jeune juriste et idéaliste et qui s'en est allé à Bruxelles avec Ernst Albrecht*, pour y créer quelque chose de bien avec d'autres pays suites aux deux guerres mondiales. Un projet pour la paix.

* Ernst Karl Julius Albrecht, né le 29 juin 1930 à Heidelberg, et mort le 13 décembre 2014 à Burgdorf, est un homme politique allemand membre de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne CDU. Après avoir travaillé dans les instances européennes à Bruxelles, il est élu en 1970 député au Landtag de la Basse-Saxe.

Cette première étape a été extrêmement fructueuse : il y avait six États fondateurs et le principe de l'unanimité était la règle. Aucun membre ne pouvait imposer quoi que ce soit aux autres. Le traité de Maastricht signé en

1992 a profondément modifié la nature de l'UE. Beaucoup associent cela aux critères de stabilité et à l'euro comme monnaie commune. Le point central était cependant un autre : **avec Maastricht, les décisions à la majorité sont devenues la norme et les États membres ont perdu une grande partie de leurs compétences.** En d'autres termes, le traité a constitué un changement constitutionnel clair, sur lequel des États membres comme la France ou les Pays-Bas ont tenu des référendums à l'issue serrée. Par exemple, 51% des Français ont voté pour Maastricht après avoir été incités à dire que le traité de Maastricht prévoyait un « Versailles sans guerre ». Le gouvernement allemand a renoncé à un référendum parce qu'il savait que le résultat serait négatif.

Depuis ce coup d'État, l'UE a connu une évolution très défavorable en étendant toujours plus ses compétences au mépris du principe de la subsidiarité et en dégénérant en un régime d'injustice. Certains critiques considèrent que les trois valeurs fondamentales de l'UE sont la ruse, la fraude et le droit du plus fort.

La ruse : on signe des accords de stabilité en sachant qu'on ne pourra jamais les respecter. La Fraude : on falsifie les statistiques de la dette jusqu'à ce que l'un doive sauver l'autre. La loi du plus fort : on s'attaque à une compétence après l'autre dans l'espoir que la Cour européenne de justice et la Cour constitutionnelle fédérale décident politiquement et laissent tout passer. **En ce qui concerne l'union bancaire, j'intervenais comme expert à Karlsruhe. Le traité de Lisbonne ne prévoit aucun instrument de ce type, mais l'union bancaire a été confirmée.** Des générations d'étudiants ont appris que, si les États membres peuvent emprunter dans une mesure limitée, il est strictement interdit à l'Union de le faire. Malgré

cela, l'UE a contracté une énorme dette collective pendant la crise du coronavirus, à la demande de George Soros. Le traité de Lisbonne ne prévoit pas non plus la commande de milliards de doses de vaccins par SMS – on le fait simplement parce que l'on sent pouvoir le faire. Du point de vue de la théorie des États, une action de l'UE n'est nécessaire et utile que si elle concerne des biens publics à l'échelle de l'Union; on parle alors, de congruence institutionnelle. **Comme il y a peu d'exemples de ce genre, Bruxelles s'immisce dans des affaires qui pourraient être réglées localement et devraient rester une affaire nationale, conformément au principe de subsidiarité**.

Des mots clé tels que la directive sur le temps de travail, la directive sur l'écoconception, la directive sur les agréments, le règlement général sur la protection des données, la directive sur la chaîne d'approvisionnement, le règlement sur la taxonomie ou la loi sur les services numériques (DSA) peuvent suffire. Bruxelles produit chaque année des milliers de nouveaux actes législatifs que les citoyens ne remarquent pas, car ils sont souvent conçus comme des directives. Le fait qu'il existe une directive européenne sur les ascenseurs qui impose des prescriptions détaillées et totalement superflues pour les ascenseurs dans les bâtiments de Lisbonne à Tallin ne saute aux yeux que lorsque l'on veut installer un ascenseur soi-même.

LES BUREAUCRATES NE DÉMISSIONNENT JAMAIS VOLONTAIREMENT

Le thème central de cet article est : *l'Allemagne ne peut résoudre aucun de ses problèmes fondamentaux si elle reste membre de l'UE*. Plus de croissance ? Bruxelles, son Green Deal, avec ses limites de flottaison, ses interdictions d'incinération, ses taxes sur le CO2, son commerce des certificats ainsi que toute la bureaucratie pour l'économie, l'agriculture et les

consommateurs sont contre. Des frontières sûres? Pas avec les montages mal calculés de Dublin et de Schengen. La liberté d'expression est-elle au-dessous du seuil de responsabilité ? Pas avec le DSA. Des procédures d'autorisations sérieuses et complètes pour les vaccins expérimentaux? Pas avec l'Agence européenne des médicaments (EMA), qui est dirigée par une pharmacolobbyiste de longue date.

Les politiciens qui promettent de résoudre des problèmes importants durant la campagne électorale allemande, mais qui s'accrochent à l'adhésion à l'UE, promeuvent un programme malhonnête et irréalisable. Ils se rétractent généralement, sur le plan rhétorique, à la demande de réforme de l'UE, c'est-à-dire qu'ils s'accrochent à une simple utopie. Jamais les dirigeants n'ont renoncé volontairement à des compétences, la loi de Popitz* s'y oppose, par l'attrait du budget central, et depuis 2009, le traité de Lisbonne n'a jamais été modifié dans les détails parce qu'il anticipait que les changements à l'unanimité sont presque impossibles pour 27 membres.

** Johannes Popitz ministre des Finances prussien et arrêté par la gestapo, pour participation à l'attentat de 1944 contre Hitler.*

Il faut également mettre un terme au jeu de cache-cache derrière les directives de Bruxelles. Comme le remarque Friedrich Merz dans le dernier magazine WOLL : « *Nous devons vraiment commencer à démanteler la bureaucratie.* » Cela ne peut se faire qu'en collaboration avec l'Europe, pas seulement en Allemagne. Edmund Stoiber, qui avait été nommé commissaire à la réduction de la bureaucratie à Bruxelle, qui a échoué, vous salue bien ! La présente analyse du problème est, par expérience, tout à fait acceptable. I**l n'y a pas de débats ou de forums pro et contre pour débattre de l'adhésion de l'Allemagne à l'UE. La raison principale en est probablement l'argument qui tue, qu'un DEXIT**

serait associé à d'immenses pertes de richesse. Cela fait fit de trois choses. Premièrement, les pays comme la Norvège ou la Suisse qui n'ont jamais été membres de l'UE font partie des pays les plus riches. **Deuxièmement**, le retrait courageux du Royaume-Uni n'a pas eu de conséquences négatives durables. Bien que les frontières aient été temporairement bloquées et qu'elles aient connu des difficultés d'adaptation, le Royaume-Uni a depuis quelque temps enregistré une croissance plus forte que l'Allemagne et ne doit plus accepter depuis, sans broncher toutes les nouvelles réglementations adoptées depuis lors.

Enfin, **troisièmement,** et c'est le point le plus important, l'UE n'existera probablement plus après un Dexit. Les cantonistes incertains comme la Suède, le Danemark ou les Pays-Bas nous suivraient immédiatement, tout comme les Européens de l'Est souvent perturbateurs aux yeux de Bruxelles comme la Hongrie, la Slovaquie ou la Pologne, et il y a maintenant suffisamment de forces centrifuges en France, en Espagne ou en Italie. **Sans le plus grand contribuable net, dont l'argent des contribuables sert jusqu'à présent de liant pour une communauté largement conspuée, l'UE serait fichue.** Il s'agit simplement de les faire disparaître pacifiquement et d'en faire une zone de libre-échange européen, comme nous l'avons déjà fait sous la forme de la CEE. **Mais avant cela, il faut une rupture radicale, qui implique la dissolution complète du Mamouth de Bruxelles.**

L'argument selon lequel les États membres et l'UE supprimeraient des subventions importantes est une erreur de raisonnement, car les fonds nécessaires sont fournis par les États membres eux-mêmes. Avec la disparition de l'UE, ces moyens ne disparaissent pas, mais restent entre les mains des États nationaux. Enfin, la réversion de l'euro est également possible. La

désintégration de l’Union soviétique a certes entraîné des erreurs monétaires en permettant aux pays qui lui ont succédé d’imprimer des roubles, mais la séparation de la République tchèque et de la Slovaquie a montré comment le faire correctement. **Comme je l’ai dit au début, les empires démesurés finissent toujours par se désintégrer et ce ne sera pas différent pour l’UE. Il vaut mieux accélérer ce processus que le retarder avec nostalgie.**

Traduction Sylvia Bourdon avec l’autorisation du Directeur de la rédaction de CATO, Ingo Langner.